

<http://lipietz.net/Crise-internationale-et-travail>

IHU on-line n°291

# Crise internationale et travail

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : lundi 4 mai 2009

---

**Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés**

---

### **Questions sur la dimension internationale d'une sortie de crise "verte" et l'organisation du travail.**

*Question 1 : Qu'est ce qui devrait faire part d'un engagement civil pour la réalisation d'une effective politique écologique ? Comment la crise financière, écologique et le problème du chômage peuvent-ils y contribuer ?*

Une politique écologique effective touche à peu près tous les aspects du modèle de développement : production de nourriture, d'énergie, de transports, d'habitat. Il se trouve que la crise mondiale qui a éclaté en 2007/2008 a clairement des racines écologiques (monté du prix des biens de base : énergie et alimentation) qui se répercutent ensuite, à travers une crise sociale (appauvrissement relatif des salariés dans le cadre de la mondialisation), en une crise financières (non remboursement des crédits subprimes pour le logement). Face à un tel type de crise, il faut à la fois une relance de type rooseveltienne ou keynésienne (par les travaux publics et la redistribution des revenus) mais qui soit orienté cette fois pour être écologiquement soutenable (économisant l'énergie, redistribuant l'espace agricole utile vers les productions alimentaires, etc). Toutes les théories économiques montrent que les techniques moins intensives, très économes des ressources naturelles exigent plus d'activité humaine. Une relance "verte" est donc toute particulièrement créatrice d'emploi : isolation des logements, développement des réseaux de transport en commun, production d'énergie renouvelable décentralisée, réorientation vers l'agriculture vivrière biologique.

*Question 2 : Quelles sont les plus grandes préoccupations d'un "économiste vert" sur le thème du chômage et du monde du travail ?*

Il ne suffit pas de dire qu'en général une relance de l'activité verte est plus riche en emploi qu'une politique de relance classique. Il faut bien mesurer qu'elle se heurte à plusieurs difficultés particulières.

La première est qu'il s'agit d'une conversion de notre modèle de production et de développement. La question de la formation professionnelle va y jouer un rôle primordial car les qualifications nécessaires ne sont pas celles héritées du modèle en crise.

La question du financement également jouer un rôle crucial même si le coût d'une reconversion verte est infiniment moindre que le coût de la continuation d'un modèle productiviste (en terme de destruction de la biodiversité, de changement climatique, etc). La plupart des chantiers d'une reconversion verte sont en effet des investissements publics et non pas des consommations privées. Il faut donc prévoir de profondes réformes fiscales.

Enfin, les techniques d'une révolution verte impliquent en général une beaucoup plus forte qualification de la main d'oeuvre et notamment du travail manuel (dans l'agriculture, les bâtiments, les transports etc). Il faut donc prévoir une forte revalorisation des statuts, des salaires et du prestige des travailleurs manuels.

*Question 3 Comment le principe du développement soutenable peut-il être appliquée dans un monde où règne la crise du capital et du travail ?*

Les réponses à cette question sont contenues dans celles à la question 2.

*Question 4 : A partir de la crise financière et internationale et du chômage à l'échelle mondiale, quelle est aujourd'hui la place du capital dans la vie des personnes ?*

La crise internationale n'en est qu'à ses débuts. La crise financière n'a été que son point d'accélération dans la dernière moitié de l'année 2008, mais il faut toujours se souvenir que la crise est d'abord sociale et écologique. Il est très probable qu'une solution verte de la crise favorisera les pays qui investiront le plus dans les techniques intensives en travail et favorisera particulièrement les pays émergents qui doivent largement inventer leur industrie plutôt que d'en reconvertir une ancienne. L'Asie, et peut-être l'Amérique latine (si elle sait s'unir et se doter d'une politique budgétaire audacieuse), seront donc probablement les continents qui tireront le mieux leur épingle du jeu. À la fin de la crise nous serons toujours dans le capitalisme, c'est-à-dire dans un système de relations sociales fondées sur le salariat et l'échange marchand, mais le poids des services publics y sans doute sera plus fort ainsi que le tiers secteur de l'économie sociale et solidaire (associations, coopératives).

*Question 5 : Dans le monde que vous appelez "post-fordiste" comment se caractérisent les relations de travail, la hiérarchie internationale et l'écologie globale ?*

Si on appelle monde post-fordiste celui qui succède à la crise du fordisme, à la fin des années 1970, il s'est très clairement subdivisé en plusieurs variantes. D'une part certains pays ont cherché la compétitivité dans les bas salaires et la flexibilité des relations salariales : au Nord les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France ou l'Espagne, au Sud les pays d'Amérique latine, la Thaïlande, la plus grande partie de la Chine et de l'Inde. Mais d'autres pays ont joué au contraire la carte de la qualification du travail : la Scandinavie, l'Allemagne et l'Italie du Nord, au Sud les 4 premiers dragons asiatiques et une partie de la Chine et de l'Inde. C'est la première tendance qui a prédominé dans la période néo-libérale (1980-2008), mais les pays ayant joué la carte de la qualification seront probablement les vainqueurs dans la sortie de la crise actuelle.

Du point de vue écologique, la variante la plus libérale du post-fordisme a été la plus dangereuse. Au contraire les pays comme la Scandinavie qui ont le plus misé sur la qualification du travail se sont par ailleurs révélés plus efficaces que les autres dans la protection de l'environnement.

Globalement la croissance extrêmement rapide des pays émergents (Inde, Chine et Brésil) s'est révélée désastreuse pour la crise du climat car ces pays n'étaient, pas plus que les Etats-Unis, inscrits dans les Accords de Kyoto. Il est absolument vital qu'ils s'inscrivent dans l'accord post-Kyoto.

*Question 6 Quelles sont les principales transformations survenues dans la relation capital-travail comme résultant de la crise du fordisme ?*

Les réponses à cette question sont contenues dans la question 5.

*Question 7 : Dans quelle mesure les solutions envisagées à la crise actuelle peuvent-elles radicalement restructurer la hiérarchie économique mondiale ?*

J'ai indiqué que les réponses écologistes étaient les plus adaptées à la crise actuelle et qu'elles favoriseraient les pays jouant la carte de la qualification de leur main d'oeuvre c'est à dire la Scandinavie, l'Allemagne, les quatre premiers tigres asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hong Kong) et une partie des régions chinoises et indiennes. Cela a dit, le mieux n'est pas toujours sûr. On peut tout aussi bien assister à des politiques autoritaires, protectionnistes et productivistes, ou à une concurrence internationale aggravée à coup de bas salaires .

*Question 8 : Comment analysez-vous la coexistence de pays avec différents régimes de travail intégrés dans les blocs continentaux ? Quelle serait la conséquence de la crise ?*

La coexistence de plusieurs formes de rapport salarial a toujours existé. Dans la première division internationale du travail, les formes les plus anciennes (quasi-servage) étaient réservées aux activités primaires (mine, agriculture) de la « périphérie » continentale et mondiale. Avec la deuxième division internationale du travail, à partir des années

1960, les tâches les moins qualifiées du fordisme ont commencé à se diffuser vers le sud des Etats Unis, la périphérie de l'Europe, puis dans le tiers-monde, en Asie et en Amérique latine. La crise actuelle va probablement favoriser une troisième division internationale entre les pays jouant globalement la qualification du travail et les pays jouant la carte des bas salaires et de la flexibilité. Les seconds seront une périphérie des premiers.

*Question 9 : Qu'est ce que vous entendez par "troisième division internationale du travail" ?*

Réponse incluse dans la question 8.

*Question 10 : Quelle relation établissez-vous parmi les systèmes de la relation travail/capital et les attitudes dans la direction de la crise écologique globale ?*

Comme je l'avais montré dans les années 90 dans deux rapports pour l'ONU, un sur les rapports capital-travail à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, un autre étude sur le sommet mondial de Rio en 1992 sur l'environnement et de développement, il y a une certaine concordance entre le choix du travail qualifié et le choix de techniques économes en ressources naturelles donc plus écologiques. C'est un fait empirique : les pays développés les plus polluants sont aussi les pays d'affaiblissement relatif de la qualification du travail comme les Etats Unis au Nord ou le Brésil au Sud, tandis que les pays investissant le plus dans la recherche et l'éducation de leur main-d'oeuvre sont aussi relativement les moins polluants (la Scandinavie au Nord, la Corée et Taiwan au Sud). Ce constat empirique étaye la règle générale admise par les économistes (d'Adam Smith à Cobb-Douglas !) d'une substitution possible entre le facteur travail et le facteur environnement. Si cela est vrai, les économies « industrielles » (fondées sur le travail qualifié) seront aussi les moins polluantes.